

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Périgny, le 10/04/2026

ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COOP ST AGNANT-Les Fontaines

Les Fontaines
17620 Saint-Agnant

Références : 0007206085/2026/256
Code AIOT : 0007206085

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2026 dans l'établissement COOP ST AGNANT-Les Fontaines implanté Les Fontaines 17620 Saint-Agnant. L'inspection a été annoncée le 12/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COOP ST AGNANT-Les Fontaines
- Les Fontaines 17620 Saint-Agnant
- Code AIOT : 0007206085
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Fondée en 1936, la Coopérative Agricole de Saint Agnant a pour principales activités :

- La collecte et le stockage de céréales : elle représente une des plus grosses activités de la coopérative et elle consiste à stocker et commercialiser (et donc rémunérer au mieux) la récolte des adhérents.
- L'approvisionnement : les adhérents y achètent tous les intrants (phytos, engrais) nécessaires pour le suivi de leurs cultures.

L'effectif du site de Saint-Agnant est de 15 personnes.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 1.2.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16	Demande d'action corrective	1 mois
3	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 17	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Vérification des installations de protection contre la foudre du site	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 14I	Demande d'action corrective	1 mois
10	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4.3 de l'annexe I	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Analyse du risque foudre (ARF)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Sans objet
5	Etude technique foudre (ETF)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Sans objet
7	Installations de transfert des grains.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26 VI B	Sans objet
8	Nettoyage des installations	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10 I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit clarifier la situation administrative de son site suite aux modifications réalisées depuis la dernière visite d'inspection.

Il doit également mettre en place des actions correctives sur les points suivants :

- dispositif de prévention des accidents,
- protection contre la foudre,
- moyens de lutte contre l'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative , Situation administrative du site
Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées
Constats : Le site a fait l'objet en dernier lieu des différents actes suivants : <ul style="list-style-type: none">- arrêté préfectoral n°15-1009 du 6 mai 2015 portant enregistrement de la société Coopérative de Saint Agnant pour une unité de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique au Lieu-dit « Les Fontaines » à Saint Agnant avec une capacité de stockage de céréales à plat de 42620 m³- déclaration d'antériorité du 05/04/2016 au titre de la rubrique 4510-2 pour l'exploitation d'un stockage de 44 tonnes de produits phytosanitaires et de la rubrique 4718 pour l'exploitation d'un stockage de 35 tonnes de gaz inflammable liquéfié pour l'alimentation de 2 séchoirs de céréales.- déclaration initiale d'une ICPE relevant du régime de la déclaration du 23/01/2018, au titre de la rubrique 2160-2b pour l'exploitation d'un silo vertical avec la construction de 7 cellules métalliques cylindriques, portant la capacité de stockage à 14950 m³ avec le silo béton existant. Cette extension des capacités de stockages de céréales fait donc passer le régime de classement de la rubrique 2160-2 de Non-classée au régime de la déclaration. Ces installations sont donc soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel du 28/12/07 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2160. Cette déclaration fait également état de la suppression d'un des 2 séchoirs de céréales.- déclaration initiale d'une ICPE relevant du régime de la déclaration du 04/12/2019 concernant la construction de 2 bâtiments dédiés au stockage temporaire de céréales à plat et de produits fertilisants. Le stockage à plat temporaire de céréales doit être considéré au même titre qu'un stockage à plat classique et doit donc être pris en compte comme capacité de stockage de céréales. De plus, ce site étant déjà soumis au régime de l'enregistrement pour cette activité au titre de la rubrique 2160-1a, la procédure utilisée pour notifier la modification au Préfet (augmentation de la capacité de stockage de céréales à plat) n'est pas conforme aux règles de gestion d'une activité classée à enregistrement. Cette demande de modification doit répondre aux dispositions de l'article R512-46-23. du Code de l'environnement avec notamment la transmission au Préfet d'un dossier de porter à connaissance.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'exploitant se positionne sur le maintien du stockage de céréales à plat dans les 2 bâtiments concernés et identifiés pour du stockage temporaire.</p> <p>Si l'exploitant souhaite continuer à stocker des céréales (même temporairement) dans ces deux bâtiments, il doit transmettre un dossier de porter à connaissance aux services de la préfecture avec tous les éléments d'appréciation en application de l'article R512-46-23. du Code de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Dispositif de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le rapport de vérification annuelle. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions des articles 16 et 17 du présent arrêté. <p>L'exploitant formalise les suites données à ces contrôles.</p> <p>Des dispositions (pare-étincelles, mesures organisationnelles) sont prises pour que les engins munis de moteurs à combustion interne et susceptibles de pénétrer dans le silo présentent des caractéristiques de sécurité suffisantes pour éviter l'incendie et l'explosion.</p> <p>Le stationnement de véhicules est interdit dans les capacités de stockage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Transmission par l'exploitant des rapports annuels de vérification des installations électriques suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rapport de vérification des installations électriques du 26/05/2025 au 27/05/2025 au titre du code du travail (rapport n° 170238-001-E1-25-1) réalisé par ACEP. <p>Ce rapport fait état de 11 observations dont 8 déjà signalées.</p> <p>Le compte rendu Q18 associé du 26/05/2025 fait état d'un danger déjà signalé.</p> <p>Il est indiqué dans sa conclusion que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rapport de vérification des installations électriques du 04/04/2025 au titre de la réglementation ICPE (rapport du 27/05/2025 n° 170238-001-E4-25-1) réalisé par ACEP. <p>Ce rapport fait état de 4 non-conformités déjà signalées dont 2 avec un niveau de sécurité identifié comme fort.</p> <p>L'exploitant a transmis par mail du 18/02/2025 une facture concernant la réalisation de travaux de réparation électrique suite à des anomalies et dépannages sur les silos de Saint Agnant et Saint Nazaire.</p> <p>La levée de l'ensemble des non-conformités devra être confirmée lors de la prochaine vérification</p>

des installations électriques qui doit être réalisée avant le 27/05/2026.
Par ailleurs, contrairement aux éléments fournis par l'exploitant en 2017 sur la présence d'un dispositif pare-étincelles sur la chargeuse utilisée dans le silo plat, celui-ci indique lors de la présente visite que ce dispositif n'est pas ou plus en place sur l'équipement concerné.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant renforce son suivi des installations électriques : il réalise les travaux nécessaires visant à lever l'ensemble des observations relevées dans les rapports de vérification électrique des installations et en assure la traçabilité.</p> <p>Les prochaines vérifications des installations électriques doivent être réalisées au plus tard le 27/05/2026. Celles-ci doivent permettre de confirmer la levée de l'ensemble des non-conformités constatées lors des précédentes vérifications.</p> <p>L'exploitant met en place un dispositif pare-étincelles sur la chargeuse à moteurs à combustion interne utilisée dans le silo plat.</p> <p>Il met en place des mesures organisationnelles pour que les engins munis de moteurs à combustion interne et susceptibles de pénétrer dans le silo présentent des caractéristiques de sécurité suffisantes pour éviter l'incendie et l'explosion.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Dispositif de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à la terre des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Tous les équipements, appareils, masses métalliques et parties conductrices (armatures béton armé, parties métalliques, etc.) sont mis à la terre.</p> <p>Les prises de terre des équipements électriques, des masses métalliques et de l'installation extérieure de protection contre la foudre sont interconnectées et conformes aux réglementations en vigueur.</p> <p>L'implantation d'antennes émettrices, de relais ou d'antennes de réception collectives sur les silos est assujettie à la réalisation d'une étude technique démontrant la non-aggravation des risques d'incendie et d'explosion de poussières. Cette étude justifie le respect des dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aucun composant relatif à l'instrumentation de sécurité du silo n'est exposé à un champ électrique supérieur à son seuil de susceptibilité électromagnétique ; - les antennes, leurs équipements annexes et les câbles sont situés en dehors des zones à risques d'explosion ; les antennes, leurs équipements annexes et les câbles n'obstruent pas les panneaux de décharge de surpression ; - les antennes, leurs équipements annexes et les câbles répondent aux dispositions de l'article 18. <p>Dans tous les cas, l'implantation d'antennes émettrices, de relais ou d'antennes de réception collectives ainsi que de leurs équipements annexes et des câbles est interdite à l'intérieur des parties composant le silo.</p> <p>Le silo ne comporte pas d'installation de chauffage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Absence d'antenne relais sur le silo mais présence d'une antenne relais (de téléphonie) au sol</p>

<p>située à environ 14 mètres du nouveau silo à plat.</p> <p>Dans le cadre de la demande d'enregistrement relative à la construction d'un silo plat qui a fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'enregistrement en date du 6 mai 2015, l'exploitant s'était engagé dans son dossier ICPE à demander au propriétaire de l'antenne de fournir une étude d'incidence sur les installations projetées.</p> <p>Depuis cette date, l'exploitant ne s'est pas assuré auprès du propriétaire de l'antenne de la réalisation de cette étude technique démontrant la non aggravation des risques d'incendie et d'explosion de poussières (prévue dans le dossier d'enregistrement).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant s'assure auprès du propriétaire de l'antenne de la réalisation d'une étude technique démontrant la non aggravation des risques d'incendie et d'explosion de poussières (prévue dans le dossier d'enregistrement).</p> <p>Dans le cas contraire, cette étude doit être réalisée et mise à la disposition de l'inspection avec les justificatifs des éventuelles actions permettant de garantir la non aggravation des risques liés à cette antenne sur les installations du silo.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Analyse du risque foudre (ARF)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Analyse du risque foudre (ARF) réalisée en 2017 (rapport du 21/04/2017) par la société INDELEC dans le cadre de la demande d'enregistrement pour la construction d'un silo à plat.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Etude technique foudre (ETF)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. .</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p>

Étude technique foudre (ETF) réalisée en 2017 (rapport du 21/04/2017) par la société INDELEC dans le cadre de la demande d'enregistrement pour la construction d'un silo à plat.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Vérification des installations de protection contre la foudre du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Prescription contrôlée : [...] L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. [...] Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification ».
Constats : À la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis le dernier rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre du 29/04/2025, réalisé par la société certifiée qualifoudre BCM Foudre (rapport du 29/04/2025 n° 00779862). Ce rapport fait état de 2 points de non-conformité au niveau du paratonnerre à dispositif d'amorçage (PDA) 1 : « PDA 1 SUR LA TOUR DE CÉRÉALES (BLOC 2) L'installation paratonnerre existante n'est pas en bon état de fonctionnement et nécessite une remise en conformité aux normes actuelles : <u>Observations majeures :</u> - L'équipotentialité entre la terre électrique basse tension et la terre paratonnerre n'est plus raccordé sur l'IPN (terre sans compteur). - La norme en vigueur prévoit une valeur de prise de terre inférieure à 10 ohms (terre sans compteur). <u>Observation mineure :</u> - La valeur ohmique de la prise terre, bien que supérieure à 10 ohms, valeur imposée par la norme, est acceptable en l'état mais reste à surveiller (terre compteur). »
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection les justificatifs de réalisation des travaux de mise en conformité suite aux observations du dernier rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Installations de transfert des grains.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26 VI B
Thème(s) : Risques accidentels, Fonctionnement des installations de transfert des grains
Prescription contrôlée :

<p>Les transporteurs à chaîne sont équipés de détecteurs de bourrage, les élévateurs sont équipés de détecteurs de déport de sangles et les transporteurs à bandes sont munis de capteurs de déport de bandes. De plus, les transporteurs à bandes et les élévateurs sont munis de contrôleurs de rotation. Ces capteurs arrêtent l'installation après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes.</p> <p>« Les bandes de transporteurs sont conçues pour être non propagatrices de flamme. Le respect de la norme NF EN ISO 340, ou des normes NF EN 12881-1, et NF EN 12881-2 et, le cas échéant, de son amendement A1, dans leur version en vigueur au moment de leur installation, est présumé satisfaire à cette exigence. »</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la dernière visite d'inspection l'exploitant indique avoir réalisé les travaux de mise en conformité portant sur la mise en place d'un contrôleur de rotation et d'un capteur de déport de sangle au niveau de l'élévateur extérieur de l'ancien silo plat.</p> <p>La visite sur le terrain n'a pas permis de vérifier la présence de ces équipements compte tenu de leur positionnement en partie haute de l'élévateur.</p> <p>Toutefois, le chef silo a montré à l'inspection la présence de ces équipements sur le synoptique informatique de gestion de la manutention.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Nettoyage des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10 I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de nettoyage des installations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.</p> <p>Le nettoyage est, partout où cela est possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. L'appareil utilisé pour le nettoyage présente toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion et est adapté aux produits et poussières. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou exceptionnellement d'air comprimé fait l'objet de consignes particulières.</p> <p>[...]</p> <p>Des consignes écrites de nettoyage précisent notamment les volumes et les surfaces à nettoyer, le personnel qui a la charge de ce nettoyage, le matériel à utiliser et sa disponibilité, les modalités du contrôle (par exemple au moyen de témoins d'empoussièrement placés au sol) et des vérifications de propreté. Le nettoyage et les contrôles de la propreté sont adaptés dans les périodes de très forte activité et cela est précisé à travers des consignes. La fréquence des contrôles est au moins hebdomadaire pendant les périodes de manutention et de réception des produits, et des opérations de nettoyage sont réalisées si nécessaire.</p> <p>Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose de consignes de nettoyage de la coopérative ref. : SI.16 révisée le 20/06/2023. Celles-ci indiquent notamment les modalités de nettoyage et de contrôle. Elles priorisent</p>

l'utilisation de l'aspirateur et encadrent l'utilisation du balai ou de l'air comprimé par des consignes particulières.

Dans ce document, il est également précisé de renforcer le nettoyage pendant les périodes de forte activité du silo : périodes de manutention et de réception des produits. Durant ces périodes, le contrôle de la propreté doit être au moins hebdomadaire, avec un nettoyage associé si nécessaire.

Ces consignes font référence à l'enregistrement des opérations de nettoyage dans un registre informatique « Suivi Nettoyage Silo » ref. : SI.17 révisée le 12/12/2023.

Ce document indique la date et les différentes fréquences des opérations de nettoyage à réaliser en fonction des zones des différentes installations des silos.

Les installations visitées le jour de l'inspection étaient globalement propres.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 14I

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN 100 ou DN 150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux, trois ou quatre heures suivant que la capacité de stockage du silo où l'incendie a lieu est respectivement inférieure à 30 000 mètres cubes, comprise entre 30 000 et 50 000 mètres cubes, supérieure à 50 000 mètres cubes. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. La capacité de cette réserve est d'au moins 120, 180 ou 240 mètres cubes suivant que la capacité de stockage du silo où l'incendie a lieu est respectivement inférieure à 30 000 mètres cubes, comprise entre 30 000 et 50 000 mètres cubes, supérieure à 50 000 mètres cubes. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 mètres cubes par heure. Si l'exploitant utilise une réserve d'eau inépuisable (canal, etc.), son équipement et son aménagement font l'objet d'un accord écrit des services départementaux d'incendie et de secours. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau destinée à l'extinction ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- d'au moins une colonne sèche conforme aux normes en vigueur dans la tour de manutention et permettant d'atteindre le point le plus haut du silo.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont indépendantes du réseau d'eau industrielle. Leurs sections sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Les emplacements des bouches d'incendie, des colonnes sèches ou des extincteurs sont matérialisés sur les sols et bâtiments (par exemple au moyen de pictogrammes).

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

Le site dispose des équipements suivants :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- 1 poteau incendie extérieur situé à environ 150 mètres du site ;
- d'une réserve d'eau de 180 m³ située au centre du site équipée de 2 prises de raccordement pour les services du SDIS ;
Selon la plate-forme Hydraclis du SDIS17, la dernière reconnaissance opérationnelle a été réalisée le 23/09/2019 par les services du SDIS17.
- d'une réserve d'eau de 120 m³ située au Sud du site équipée d'une prise de raccordement pour les services du SDIS ;
Cette réserve n'a pas fait l'objet d'une réception opérationnelle par les services du SDIS17.
- 1 colonne sèche au niveau de la tour de manutention du silo plat et du séchoir ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles ;
La dernière vérification des extincteurs a été réalisée le 03/09/2025 par la société DESAUTEL (transmission du rapport d'intervention n° : 03838831-001 par l'exploitant).
- d'un dispositif d'aspersion et d'immersion sur le séchoir + trappe vide-vite ;
Le séchoir dispose également d'une vanne de fermeture de l'alimentation de gaz dont l'identification doit être signalée clairement par un affichage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin d'être utilisée par les secours, la réserve de 120 m³ d'eau doit faire l'objet d'une réception opérationnelle par les services du SDIS.

La demande de réception doit être envoyée à l'adresse suivante : deci@sdis17.fr.

L'exploitant met en place un affichage permettant d'identifier clairement la vanne de fermeture de gaz au niveau du séchoir de céréales.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4.3 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant, correctement répartis sur la superficie à protéger et appropriés aux risques, notamment : [...] - des colonnes sèches dédiées. [...] Les emplacements des bouches d'incendie, des colonnes sèches ou des extincteurs sont matérialisés sur les sols et bâtiments (par exemple au moyen de pictogrammes). Les bouches, poteaux incendie ou prises d'eau diverses qui équipent le réseau sont protégés contre le gel et sont munis de raccords normalisés. Ils sont judicieusement répartis dans l'installation. Ces équipements sont accessibles en toute circonstance. Le réseau d'eau incendie est conforme aux normes et aux réglementations en vigueur. Les colonnes sèches sont en matériaux incombustibles. Elles sont prévues dans les tours de manutention et sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur. [...]
Constats : Outre les moyens de lutte contre l'incendie détaillés dans le point de contrôle précédent, l'inspection a constaté l'absence de colonne sèche dans la tour de manutention du silo béton vertical classée au régime de la déclaration au titre de la rubrique 2160-2b. Au regard de ce constat, une mise en demeure est proposée à Monsieur le Préfet.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant procède dans le respect des consignes et procédures établies, à la mise place d'une colonne sèche dans la tour de manutention du silo béton et met en place un affichage permettant d'identifier clairement cet équipement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois